



Mercredi 25 septembre 2019

## Communiqué de presse

### **Nouvelle journée pour la défense du service public d'orientation de l'Éducation nationale et de l'ONISEP, le 15 octobre 2019**

Les organisations syndicales ont été reçues par les auteurs du rapport et la conseillère sociale du Ministre suite à la publication du rapport «Charvet» portant sur la refonte de l'orientation.

Ce texte maintes fois annoncé puis repoussé, suscitant ainsi l'exaspération de la profession, a provoqué un très vif mécontentement chez les PsyEN et directeur·rices de CIO mais également chez les enseignants·e·s et les personnels de l'ONISEP

Les propositions de ce rapport sont très éloignées des objectifs affichés et partagés par nos organisations de lutte contre les inégalités, d'élévation du niveau de qualification des élèves...

Après le démantèlement du réseau des DRONISEP résultant de la loi «Pour la liberté de choisir son avenir professionnel» du 5 septembre 2018, ce texte organise la casse du service public d'orientation de l'Éducation nationale.

L'intersyndicale constate que le rapport reprend les préconisations déjà présentes dans la lettre de mission transmise aux IGEN et s'interroge sur la réalité de la concertation proposée par le MEN.

Celui-ci se défend de vouloir remanier les missions des PsyEN mais les préconisations du rapport transforment les PsyEN en «ingénieurs en orientation» et marginalisent totalement leur apport notamment auprès des collégiens qui ne sont jamais cités. Elles dispersent les DCIO et éclatent leurs missions, créent une certification qui vise à transférer une grande partie des missions des PsyEN vers les enseignants·e·s et les CPE.

C'est un projet idéologique qui réduit les processus d'orientation à la mise en place d'un tri social répondant aux besoins économiques locaux supposés.

La fermeture des deux tiers des CIO, la suppression des postes administratifs et l'affectation des PsyEN en lycée pour mettre en œuvre les politiques régionales d'information et d'orientation, les pressions exercées sur les DCIO pour qu'ils acceptent une mise à disposition auprès des Régions, tout ceci traduit une régionalisation forcée de l'orientation scolaire qui va bien au-delà du texte de la loi.

Le cadre national de référence, non concerté avec les organisations syndicales, expose les personnels et leurs missions à des dérives préoccupantes et à l'instauration d'un service régional à géométrie variable.

**L'intersyndicale se prononce contre une réécriture des missions et du statut des PsyEN et DCIO** remettant en cause la qualification de psychologue et les missions, et signant la disparition des DCIO. **Elle refuse la substitution des rôles de PsyEN** par de nouvelles fonctions données aux enseignants ou aux CPE, **demande le maintien du réseau des CIO seuls services publics de proximité et de conseils sur les études et l'orientation**, et **des moyens pour que l'ONISEP puisse continuer à assurer ses missions de service public**. Il faut que tous les personnels des DRONISEP qui le souhaitent puissent rester dans l'Éducation nationale sur des postes correspondants à leurs missions actuelles.

Elle appelle les personnels à informer sur ces projets néfastes de démantèlement programmé du service public d'orientation de l'Éducation nationale et à décider ensemble des modalités de poursuite de la mobilisations. **Dès à présent, elle propose une journée nationale d'action déclinée dans les académies ou dans les régions académiques le 15 octobre 2019 afin de peser sur les décisions qui vont être prises.**